

CES PME QUI DÉFENDENT LE MADE IN FRANCE

GUILLOUARD PERPÉTUE L'ARROSOIR EN ACIER

Les Etablissements Guillouard ouvrent notre série de reportages sur ces PME qui parviennent à résister à la délocalisation dans des secteurs où l'on s'attendrait à ce que ce type de fabrication soit fabriqué en Asie, en Europe de l'Est ou au Maghreb.

SÉRIE D'ÉTÉ PME #1

L'usine des Etablissements Guillouard, sur l'île de Nantes, est de celles qu'aurait pu photographier Robert Doisneau avec son fronton des années 1920, ses petites vitres, ses machines patinées par des années de travail de l'acier. Les produits semblent, eux aussi, sortir de photos anciennes : arrosoir en acier galvanisé, seaux métalliques de toute sorte, brocs ou baquets servant autant à la lessive qu'au bain du petit dernier. Ces produits figuraient déjà au premier catalogue de l'entreprise, en 1927. Fondée en 1911 par Louis et Adrien Guillouard, l'entreprise fait preuve d'une rare continuité. « Elle a toujours été spécialisée dans la découpe, l'emboutissage, la soudure et le revêtement, par étamage ou galvanisation à chaud », raconte Eric Sirvin, son président. Gestionnaire de formation et titulaire d'un MBA, ce patron de trente-huit ans a pris la succession de son

père, lequel avait ramené l'entreprise à la vie en 1981, après une liquidation. La famille a ensuite repris une coutellerie, Nogent trois étoiles, basée à Biesles (Haute-Marne). Guillouard comptera jusqu'à 500 salariés au début des années 1970. Il emploie aujourd'hui 75 personnes pour un chiffre d'affaires de 5,8 millions d'euros, dont un tiers à l'export sur des produits dont l'industrie chinoise ou d'Europe de l'Est se sont emparés très tôt.

Principes

Mais pour Eric Sirvin, le maintien d'une fabrication en France est un dogme. « Nous sommes des industriels purs et durs avec un rôle économique, celui de faire travailler des gens d'ici, des imprimeurs pour le packaging, des outilleurs ou des moulistes régionaux. Peut-être mourrons-nous avec ces principes », explique le dirigeant. Guillouard fait valoir le caractère éminemment « durable », au premier sens du terme, de produits résistant plusieurs décennies, livrables en quarante-huit heures, cinquante semaines par an, là où un conteneur chinois peut mettre des mois à débarquer. « Si on baisse en qualité, on ne peut plus justifier nos prix », poursuit le dirigeant. Or, l'entreprise réalise malgré tout deux tiers de son chiffre d'affaires avec la grande distribution et une bonne part de ses exportations en Afrique



Cet arrosoir en acier galvanisé figurait déjà dans le premier catalogue de Guillouard en 1927. Il illustre le caractère éminemment durable des produits de la marque, qui fait de la qualité sa priorité.

GUILLOUARD EN CHIFFRES

Etablissements Guillouard
Fondés en 1911
Repris en 1981 par la famille Sirvin (95 % du capital)
75 salariés
5,8 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011
Quatre gammes : jardin, lampes, maison, élevage.
30 % à l'export
70.000 lampes-tempête
Luciole produites par an
50.000 à 70.000 bouilleurs à boccas produits par an
110 presses
Filiale : Nogent trois étoiles, coutellerie à Biesles (54)

où elle trouve des clients très regardants sur les prix. Sur ce continent, la célèbre lampe Luciole, produit de première nécessité, s'écoule à 70.000 exemplaires par an. « Certes, nous sommes dix fois plus chers que les lampes chinoises, mais l'étanchéité de chaque unité est vérifiée, et la lampe ne s'éteint pas au premier coup de vent », précise le dirigeant.

La Luciole vient d'être déclinée en une gamme « trendy », rose fuchsia, vert granny dans des emballages subtilement rétro. Est-ce la nostalgie des produits d'antan qui maintient Guillouard ? « On est trop cher pour être déco, donc on est utilitaires », répond Eric Sirvin.

Exigeant en qualité, Guillouard doit aussi garder une longueur d'avance en matière d'innovation. Parmi les nouveautés figure un bouilleur à boccas électrique, « deux fois plus cher que les imitations mais d'une puissance de 3.000 watts, qui monte à température en trente minutes », argumente Eric Sirvin. « Il faut toujours trouver un plus produit. » C'est le cas de ce râpe-légume doté d'une cassette range-grilles, une collection de couvercles multi-usages en plastique ABS très dur (râpe à fromage, mesure à spaghetti, coupe-aliments). D'autres gammes enrichissent le catalogue dont des grille-herbe, des silos à compost en bois et acier ou des carrés de jardin, « produit sur lequel nous avons été immédiatement copiés », déplore le patron nantais, pour qui le summum de la déloyauté sont ces « copies serviles produites par des Français à l'étranger ». Eric Sirvin décrit d'ailleurs un environnement de plus en plus hostile, avec une hausse des matières et du coût du travail gonflant le prix de revient et amenuisant les marges. « On ne demande pas à être aidés, mais à travailler tranquille sans surcroît de normes qui deviennent un véritable carcan. »

EMMANUEL GUIMARD
CORRESPONDANT À NANTES

Demain : IFB Refractories, une PME de Buzançais dans l'Indre qui produit des briques réfractaires pour les grands fours de cuisson des aciéristes

ALSACE

Le dépôt pétrolier pourrait être partiellement cédé au groupe Rubis, l'emprise de la raffinerie Petroplus de Reichstett à un opérateur chargé de la dépollution, avant un aménagement industriel du site : les négociations touchent à leur fin.

La raffinerie Petroplus de Reichstett sur le point d'être vendue en plusieurs lots, mais la dépollution reste le grand défi

Rien n'est signé, mais je suis raisonnablement optimiste. » Avant la fin juillet, Claude Philipponneau, le directeur de l'ancienne raffinerie, espère boucler les négociations sur l'avenir de ce site de 650 hectares abandonné par Petroplus, l'éphémère repreneur des installations exploitées pendant plus de quatre décennies par le groupe Shell. Le 17 septembre, la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg entérinera ces probables accords, sans quoi ce serait la liquidation d'une raffinerie en redressement judiciaire depuis six mois.

A la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), on s'impatiente. « Compte tenu de la réglementation et des incertitudes sur le niveau de pollution, les offres de reprise étaient jusque-là truffées de conditions suspensives qui rendaient toute décision de justice délicate », insiste un proche du dossier. « C'est vrai, ça peut paraître long, mais nous avançons bien », assure de son côté Claude Philipponneau. « Pour chaque lot, nous sommes en discussion avec un



L'avenir du site de 650 hectares de la raffinerie sera scellé le 17 septembre.

ou plusieurs repreneurs potentiels », dit-il. Pour le dépôt pétrolier qui s'étend sur 80 hectares et représente quelque 300.000 mètres cubes, dont une partie de stockage stratégique, les négociations semblent bien engagées avec l'opérateur Rubis, déjà présent au Port du Rhin.

Opération d'aménagement

Seul grain de sable : le futur exploitant de cette plate-forme d'importation de produits finis aura aussi la responsabilité de la dépollution. Quant aux installations de raffinage, elles seront démantelées par un opérateur spécialisé qui prendra en charge le démontage d'une partie des équipements, leur transport, puis leur remontage ailleurs, probablement en Afrique. Mais là encore, rien n'est définitif. « Au pire, on serait contraint à la démolition et à la vente au prix de la ferraille », explique un représentant du personnel, de cette soixantaine de salariés qui s'occupe de la maintenance. Ces trois derniers mois, trois bacs et neuf sphères de GPL ont été vendus afin de payer les salaires. La cession de 7.000 ton-

nes de produits a permis pour moitié d'assurer le plan social - il concernait 255 personnes - et les frais de fonctionnement. A ce jour, il reste 30.000 tonnes de pétrole brut. Mais il est peu probable que cela suffise à éponger le passif, encore moins à financer la dépollution estimée à un peu plus de 25 millions d'euros.

La communauté urbaine pourrait reprendre 80 hectares d'emprise directe de la raffinerie pour en faire une zone industrielle. « Nous sommes prêts à prendre le leadership d'une opération d'aménagement pour dégager du foncier qui puisse accueillir des activités industrielles et tertiaires, ce dont nous manquons aujourd'hui », confie un responsable de la communauté urbaine. Plusieurs pistes sont à l'étude, côté région Alsace, côté département du Bas-Rhin et côté privé. Reste le joyau que les élus veulent protéger à tout prix : quelque 500 hectares de ceinture verte, de champs et de forêts à quelques kilomètres seulement de la cathédrale de Strasbourg. CHRISTIAN LIENHARDT
CORRESPONDANT À STRASBOURG

RHÔNE-ALPES

BorgWarner quitte l'Hexagone avec la vente de sa dernière unité de production française, acquise en 2005 auprès de l'allemand Beru. La partie française emploie 310 personnes réparties entre l'usine de Chazelles-sur-Lyon (Loire) et les services commerciaux basés à Saint-Germain-en-Laye.

BorgWarner cède ses bougies d'allumage à Federal-Mogul

L'américain BorgWarner va céder son activité de fabrication de bougies d'allumage (marques Beru et Eyquem) pour l'industrie automobile, dont la partie française emploie 310 personnes réparties entre l'usine de Chazelles-sur-Lyon (Loire) et les services commerciaux, basés à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Elle compte aussi quelques dizaines de salariés en Allemagne, dans un service de R&D à Ludwigsburg et dans un atelier de bougies pour l'industrie à Neuhaus.

L'entité, qui sera vendue autour du 30 septembre à l'équipementier

américain coté au Nasdaq Federal-Mogul, réalise entre 40 et 50 millions de bougies par an. Elle fournit principalement le marché de la pièce de rechange, mais est aussi présente en première monte chez les constructeurs allemands BMW, Audi et Volkswagen. L'acheteur commercialisé déjà des bougies d'allumage aux marques Champion et Ferodo. La société BorgWarner Beru Systems détient par ailleurs une part de marché mondiale estimée à plus de 40 % des bougies de préchauffage équipant les moteurs Diesel. D'ici à la fin de l'année, les ventes de Borg-

Warner France réalisées en Iran auprès de PSA Peugeot Citroën et en « after market » devraient cesser dans le cadre d'une stricte application de l'embargo imposé aux entreprises américaines.

Investissements attendus

Le site de Chazelles-sur-Lyon est par ailleurs appelé à devenir le centre de production de Federal-Mogul pour le marché européen. Face à l'érosion régulière du chiffre d'affaires de leur entreprise au cours de la décennie écoulée dans un marché en surcapacité dominé par le japonais NGK et l'allemand

Bosch, les salariés français sont depuis 2010 dans l'attente d'investissements annoncés dans une nouvelle génération de bougies d'allumage à haute fréquence, censée offrir de nouveaux débouchés.

Federal-Mogul, propriété du magnat américain Carl Icahn, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 6,9 milliards de dollars. BorgWarner indique que l'activité qu'il s'approprie à céder a représenté « en 2011 un chiffre d'affaires de 80 millions de dollars ». Il précise qu'il « continuera à se concentrer sur le développement des bougies de préchauffage, des systèmes de

démarrage à froid des moteurs Diesel et d'autres techniques d'allumage pour moteurs à essence ».

80 MILLIONS DE DOLLARS

Le chiffre d'affaires réalisé par BorgWarner en 2011.

société reconnaît également que la vente s'est traduite par une perte comptable avant impôt de 50 à 60 millions de dollars liées à des

survaleurs datant de 2005. En mars 2010, le groupe BorgWarner avait amélioré sa trésorerie avec la cession à l'américain General Cable de son usine de La Ferté-Macé (Orne), comptant 75 salariés, spécialisée dans les faisceaux d'allumage pour l'automobile.

Présent sur différents segments des équipements automobiles, notamment de freinage, Federal-Mogul emploie quelque 40.000 salariés dans 35 pays. En France, il possède une dizaine de sites, dont trois sont situés en Rhône-Alpes. DENIS MEYNARD
CORRESPONDANT À SAINT-ÉTIENNE